

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77 547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BHARLEV INDUSTRIES (site n°1)**

1 rue des Présidents  
ZAC des Vingt Arpents  
77 990 Le Mesnil-Amelot

Références : E/23- 2884  
Code AIOT : 0006508555

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement BHARLEV INDUSTRIES (site n°1) implanté 1, rue Paul Séramy ZAC des Vingt Arpents 77 990 Le Mesnil-Amelot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BHARLEV INDUSTRIES (site n°1)
- 1, rue Paul Séramy ZAC des Vingt Arpents 77 990 Le Mesnil-Amelot
- Code AIOT : 0006508555
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement de production de jus et salades de fruits frais classé sous la rubrique 2220 de la nomenclature des ICPE (régularisation au seuil de l'enregistrement en cours).

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de visite du 06/06/2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 17/05/2005, article I>2.5	Sans objet
2	Régularisation administrative	Code de l'environnement du 06/12/2023, article L.512-7 à L.512-7-3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déplacé la benne de déchets positionnée sur la voie engins et a transmis par courriel du 29/11/2023 un dossier d'enregistrement afin de régulariser sa situation administrative.

Par conséquent, la mise en demeure envisagée par le Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne dans le courrier préfectoral n°E/23-2059 du 29/08/2023 peut être levée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/05/2005, article I>2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie engins
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que la benne de déchets positionnée sur la voie engins avait été déplacée au fond du site le long de la clôture mitoyenne du GEOGRAPHOTEL (ancien CONFORT HOTEL) côté Nord-Ouest du site et que la circulation autour de celui-ci était de nouveau possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Régularisation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L.512-7 à L.512-7-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier enregistrement
<b>Prescription contrôlée :</b> Article L. 512-7 du code de l'environnement I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]  Article L. 512-7-1 du code de l'environnement La demande d'enregistrement est accompagnée d'un dossier permettant au préfet d'effectuer, au cas par cas, les appréciations qu'implique l'article L. 512-7-3. Le dossier de demande d'enregistrement est mis à disposition du public. Le public est informé des modalités selon lesquelles sont possibles la consultation du dossier et l'émission, en temps utile, d'observations. Cette information est faite par voie d'un affichage « sur le site et » dans les mairies de la commune d'implantation et des communes situées à proximité de l'installation projetée et par les soins du préfet, le cas échéant, par voie électronique. [...]  Article L. 512-7-2 du code de l'environnement [...]  Article L. 512-7-3 du code de l'environnement L'arrêté d'enregistrement est pris par le préfet après avis des conseils municipaux intéressés. [...]  <b>Constats :</b> Pendant la dernière visite du 06/06/2023, l'exploitant avait indiqué que son site avait quasiment retrouvé un niveau d'activité similaire à celui d'avant la crise sanitaire avec les prévisions de flux journalier pour l'année 2023 suivantes: Quantités de produits entrants : - 19 tonnes pour les salades de fruits ; - 19 tonnes pour les jus de fruits.  Quantités de produits sortants : - 12 tonnes pour les salades de fruits ; - 12 tonnes pour les jus de fruits.  Le site relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 de la nomenclature des ICPE, l'exploitant c'était engagé par courrier du 13 juin 2023, à régulariser la situation administrative de son établissement en déposant un dossier d'enregistrement au plus tard en novembre 2023.  Par courriel du 29/11/2023, l'exploitant a bien transmis le dossier d'enregistrement pour son établissement.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite